

Vincent LEMIEUX (1933-2014)

politologue, département de science politique, Université Laval

(1988)

“Le département  
de science politique.”

**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**

CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) depuis 2000.

**UQAC**

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25<sup>e</sup> anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
Courriel: [classiques.sc.soc@gmail.com](mailto:classiques.sc.soc@gmail.com)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>  
à partir du texte de :

Vincent LEMIEUX [1933-2014]

### **“Le département de science politique.”**

In ouvrage sous la direction d’Albert Faucher, **Cinquante ans de sciences sociales à l’Université Laval. L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)**, pp 251-278. Sainte-Foy, Qc. : Faculté des sciences sociales de l’Université Laval, 1988, 390 pp.

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

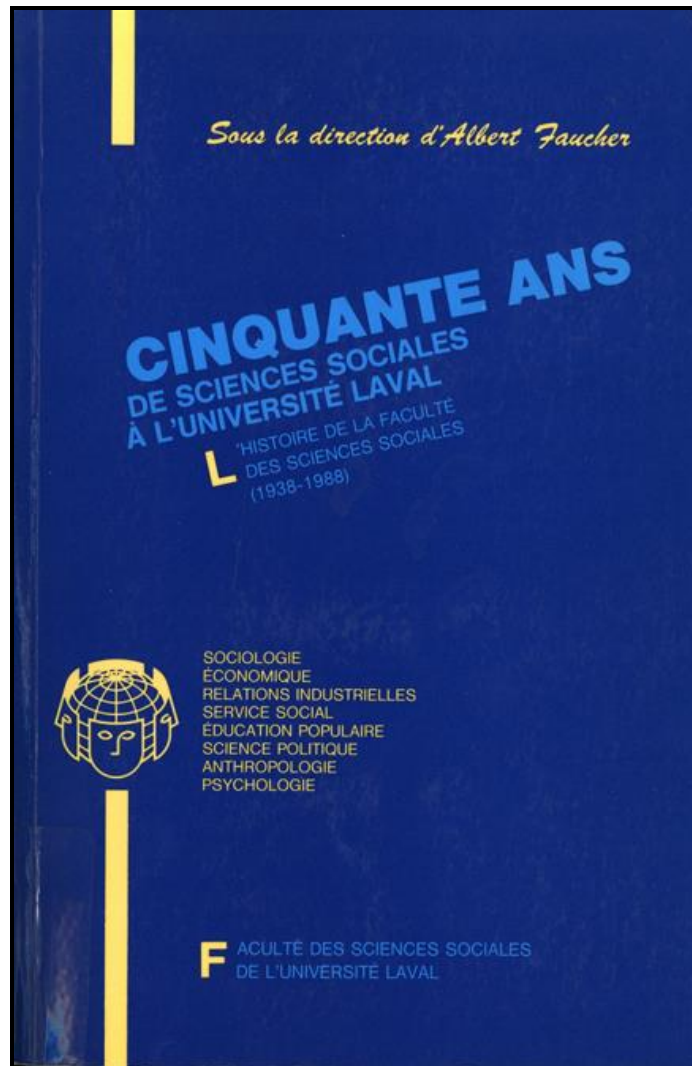
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 19 mai 2019 à Chicoutimi, Québec.



Vincent LEMIEUX (1933-2014)  
politologue, département de science politique, Université Laval

“Le département de science politique.”



In ouvrage sous la direction d'Albert Faucher, **Cinquante ans de sciences sociales à l'Université Laval. L'histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)**, pp 251-278. Sainte-Foy, Qc. : Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, 1988, 390 pp.

**Note pour la version numérique :** La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[251]

**Cinquante ans de sciences sociales  
à l’Université Laval.**

*L’histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

---

**Texte 8**

---

**“Le Département  
de science politique.”**

**Par Vincent LEMIEUX**

[Retour à la table des matières](#)

LE DÉPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE est créé en 1954. Trois professeurs du département de sociologie, Maurice Tremblay, Gérard Bergeron et Léon Dion sont rattachés au nouveau Département. Le premier est nommé directeur. Le nom officiel du Département, au moment de sa création, est Département des sciences politiques et administratives. Il en sera ainsi jusqu'en 1961 alors que le nom sera changé pour celui de Département de science politique.

Les raisons de la création du Département demeurent en partie obscures. Certains notent que les trois professeurs, et en particulier Gérard Bergeron, souhaitaient un détachement du Département de sociologie afin de s'identifier davantage à ce qu'on nommait à cette époque les « sciences politiques ». D'autres prétendent que c'est le père Lévesque, alors doyen de la Faculté, qui, conseillé par Maurice Lamontagne, aurait donné le coup de pouce décisif.

Dans *Gérard Bergeron : [de l'autre côté de l'action](#)* (propos recueillis par Jean BLOUIN, Montréal, Nouvelle Optique 1982 : pp. 46-47), l'auteur, sujet et objet du livre, répondait ainsi à la question,

« Pourquoi la science politique ne se trouve-t-elle pas parmi (les) départements originels (de Faculté) ? » :

Pour un ensemble de facteurs. D'abord, un facteur global qui renvoie à ce que je viens de dire : la génération du Père Lévesque s'éveille à la « chose sociale » dans le sillage de la crise économique ; elle est attirée par les vocations sociales principalement : syndicalisme, coopération, éducation populaire, service social.

[252]

Ce caractère prédominant du social intégrait l'économique et était à toutes les faces : patronale, syndicale, industrielle, urbaine, familiale, d'assistance sociale, d'organisation coopérative. La société devenait quelque chose sur lequel on peut agir. D'autre part, nous sommes en plein duplessisme. Le mot même de « politique » connotait quelque chose de suspect, voire de dépravé. On n'en parlait jamais que de façon négative. « La politique » disait-on du bout des lèvres... Il aurait été même suspect de songer publiquement à fonder un département consacré à cette « chose ». Quand on fondera cet enseignement en 1954, il faudra employer le pluriel — le « département des sciences politiques... » — pour désamorcer la dynamite du mot, selon le modèle de la traditionnelle École des Sciences politiques de Paris, et ajouter — « et administratives » — comme précaution supplémentaire ! Le Département des sciences politiques et administratives naîtra donc onze ans après les départements d'origine.

Nous aurions quand même pu naître plus tôt. Le Père Lévesque y portait un intérêt particulier, avec son sens politique très aigu. Le manque de ressources internes autant que les rapports avec le pouvoir politique expliquent ce retard. Le Père Lévesque m'avait invité comme observateur — une marque du sérieux de son pari sur un jeune — à une réunion préliminaire, tenue en 1946 ou 1947, groupant ceux qui seraient éventuellement intéressés à la mise sur pied d'un tel département. J'étais alors étudiant en troisième année.

Les débuts sont modestes et le demeurent jusqu'à la fin des années soixante. Une première augmentation notable du nombre d'étudiants se produit à ce moment, suivie d'une autre, plus considérable, au milieu des années soixante-dix. Tenant compte de cela, on peut diviser l'histoire du Département en trois périodes, dont le découpage est plus ou moins arbitraire : 1954-1967, 1967-1975, 1975-1988.



## ***I. LA PÉRIODE 1954-1967***

Durant cette première période le nombre d'étudiants au Département est peu élevé. Six nouveaux professeurs viennent s'ajouter aux trois professeurs fondateurs, et deux autres sont transférés au Département, en provenance d'autres unités. Des modifications importantes sont apportées aux programmes d'enseignement. Des activités de recherche démarrent et quelques publications remarquées voient le jour. De plus le Département s'engage dans des services à la collectivité. Ce sont des années exaltantes pour les professeurs et les étudiants. Ils ont le sentiment de participer à la création d'une entité nouvelle qui peu à peu réussit à faire sa place à la Faculté, mais aussi dans la société québécoise et dans la société canadienne.

[253]

### *Les professeurs, leurs recherches, leurs publications*

Il n'y a que deux directeurs durant cette première période, soit : Maurice Tremblay, de 1954 à 1960 et Léon Dion, de 1960 à 1967. Gérard Bergeron agit comme secrétaire du Département jusqu'en 1960, Vincent Lemieux lui succède de 1960 à 1966, année où André-J. Bélanger est nommé à ce poste.

Maurice Tremblay, un ancien de la Faculté, avait fait ses études doctorales à l'Université Harvard et avait comme champ de spécialisation la philosophie sociale et politique. Léon Dion, un ancien de la Faculté lui aussi, avait fait des études doctorales en Grande-Bretagne et en Allemagne principalement. Son champ de spécialisation était celui des idéologies politiques. En 1954, l'année de la création du Département, il soutenait sa thèse de doctorat à l'Université Laval. L'autre membre du trio fondateur, Gérard Bergeron, avait étudié à Paris et à Genève, en relations internationales principalement. Mais dès son retour à Laval il s'intéresse aussi à la

théorie politique, qui fait l'objet de sa thèse de doctorat, soutenue à Paris, en 1964.

Six nouveaux professeurs s'ajoutent aux trois fondateurs, de 1960 à 1966. Ce sont successivement : Vincent Lemieux (comportements politiques) en 1960 ; Gérard M. Friters (relations internationales) en 1961 ; André Gélinas (administration publique) en 1962 ; André-J. Bélanger (idées politiques) en 1965 ; Paul Painchaud (relations internationales) en 1966 ; Lionel Ouellet (administration publique) en 1966.

Deux chargés de cours, Jean-Charles Bonenfant (institutions politiques canadiennes) et Roch Bolduc (administration publique) sont très actifs durant cette période. Pendant quelques années ils participent même aux réunions du Département, avec les professeurs réguliers. André Desgagné, Clément Ménard et André Patry ont eux aussi la charge de plusieurs cours.

Parmi les professeurs invités qui ont enseigné au Département durant cette période, rappelons les noms de Michael Oliver, Keith Callard, Marcel-Henri Prévost, Naïm Kattan, Jean Buchmann, Paul Mercier, Louis Sabourin, Georges Lavau.

Emile Gosselin, rattaché au Département de relations industrielles, mais qui enseigne l'administration publique au Département, est transféré en science politique en 1962. De même Claude Morin, d'abord rattaché à l'École de service social, passe au Département en 1962 et y demeure jusqu'en 1964, année de son départ pour la fonction publique québécoise. Il enseigne la politique économique et il continuera de donner cet enseignement, comme chargé de cours, après son départ.

[254]

Bolduc, Gosselin et Morin ont étudié aux États-Unis, mais toutes les nouvelles recrues venues directement au Département ont fait leurs études doctorales en Europe ou au Canada.

La recherche empirique démarre au début des années soixante, à l'occasion surtout de séminaires de recherches auxquels participent Léon Dion, Vincent Lemieux et André Gélinas. Un séminaire porte sur le projet de loi 60, créant le ministère de l'Éducation et le Conseil supérieur de l'Éducation, un autre porte sur les associations et la

politique locale, un autre étudie les relations entre les parlementaires et l'administration. Les résultats de ces recherches feront l'objet de publications, dont [\*le Bill 60 et la société québécoise\*](#), par Léon Dion (Montréal, Éditions HMH, 1967), et *les Parlementaires et l'administration au Québec*, par André Gélinas (Québec, les Presses de l'Université Laval, 1969).

Vincent Lemieux commence en 1962 ses recherches sur la parenté et la politique de l'île d'Orléans. Elles feront l'objet de sa thèse de doctorat, puis d'un livre, *Parenté et politique. L'Organisation sociale dans l'île d'Orléans* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971). Les études électorales se développent. En 1962, à l'occasion des élections fédérales, un séminaire conjoint est organisé avec les étudiants de John Meisel, de l'Université Queen's. Léon Dion et Vincent Lemieux écrivent chacun un chapitre dans l'ouvrage collectif dirigé par John Meisel, *Papers on the 1962 Election* (Toronto, Toronto University Press, 1964).

Quelques ouvrages plus théoriques ou plus ouverts sur l'extérieur paraissent. Gérard Bergeron publie son *opus maximum* (Raymond Aron dixit) [\*Fonctionnement de l'État\*](#) (Paris et Québec, Armand Colin et Les Presses de l'Université Laval, 1965), tandis que Léon Dion fait paraître [\*les Groupes et le pouvoir politique aux États-Unis\*](#) (Paris et Québec, Armand Colin et les Presses de l'Université Laval, 1965).

### *Les étudiants et les programmes d'enseignement*

Quand le Département est créé en 1954, quatre étudiants s'y inscrivent, soit deux de troisième année et deux de quatrième année. À cette époque la propédeutique s'étend sur les deux premières années à la Faculté, au terme desquelles l'étudiant obtient un Baccalauréat en sciences sociales.

Il y a donc deux étudiants de science politique parmi les finissants du printemps 1955 (Jean-Eudes Martin et Roland Rainville), et deux également en 1956 (Jean-Louis Duchaine et Laurent-Paul Tardif). Il y en a deux encore, en 1957 (Jean-Marie Bouchard et Vincent Lemieux). Ensuite une [255] légère augmentation se manifeste. En

1959 la propédeutique est ramenée à une seule année. Dans les années subséquentes le nombre d'étudiants est le suivant :

	1959-60	1960-61	1961-62	1962-63
2 <sup>e</sup> année	9	5	14	10
3 <sup>e</sup> année	5	9	5	12
4 <sup>e</sup> année	6	4	8	8
Total	27	18	27	20

En 1963-64 le nombre d'étudiants grimpe à 41, dont les deux premiers étudiants au doctorat James I. Gow et André-J. Bélanger. Le nombre d'étudiants augmente encore un peu dans les années suivantes, mais ce n'est qu'au début de la deuxième période que se produira la première explosion.

Deux réformes importantes des programmes d'enseignement marquent cette première période de l'histoire du Département. La première consiste à créer des options à l'intérieur du programme des cours. Les options de relations internationales et d'administration publique sont créées en 1962, et l'option de théorie politique s'ajoute en 1964. La propédeutique avait été réduite à un seul semestre en 1965. Elle disparaît complètement en 1966.

La comparaison des programmes de cours de 1960-61 et de 1961 - 62 (à ce moment la programmation est faite sur deux années) avec celui de 1965-66 montre bien l'ampleur de cette évolution. On pourra consulter à ce propos les annuaires de la Faculté.

La deuxième réforme importante survient à la toute fin de la première période, quand l'administration des programmes de maîtrise et de doctorat de la Faculté est confiée à l'École des gradués. Au Département, comme dans les autres unités de la Faculté, une licence est désormais obtenue au terme des trois premières années d'étude, alors que la quatrième année comporte des cours de maîtrise. Les étudiants au doctorat doivent faire une autre année d'étude. C'est l'occasion de changements importants dans la programmation des cours des trois premières années. L'option de théorie politique est désormais nommée analyse politique. Les cours sont pondérés en crédits plutôt qu'en nombre d'heures.

La scolarité de maîtrise, faite en quatrième année, est de 15 crédits. La thèse de maîtrise a une valeur de 15 crédits. Au doctorat la scolarité est aussi de 15 crédits et s'étend normalement sur deux années. En plus de sa thèse, l'étudiant doit se soumettre à un examen de synthèse.

Les cours proposés à ces niveaux supérieurs découlent d'une grille sous-jacente à la réforme des trois programmes. Elle distingue trois niveaux de

[256]

TABLEAU 1.  
Les cours du soir en administration publique, 1961-1966

Matières	1 <sup>re</sup> promotion			2 <sup>e</sup> promotion			3 <sup>e</sup> promotion		
	1 <sup>re</sup> 1961-62	2 <sup>e</sup> 1962-63	3 <sup>e</sup> 1963-64	1 <sup>re</sup> 1962-63	2 <sup>e</sup> 1963-64	3 <sup>e</sup> 1964-65	1 <sup>re</sup> 1963-64	2 <sup>e</sup> 1964-65	3 <sup>e</sup> 1965-66
Principes d'administration publique (É. Gosselin)	45			45			45		
Gestion du personnel (R. Bolduc)	45					30			30
Politique économique (C. Morin)		60			60			45	
Structures et fonctions de l'Exécutif (R. Bolduc)		15			30				30
Responsabilité et contrôle (R. Bolduc)			15						
Syndicalisme dans la fonction publique (É. Gosselin)			15	15			15		
Organismes autonomes (A. Gélinas)			15			15			15
Relations employeurs-employés (J.-R. Cardin)									30
Institutions politiques canadiennes (J.-C. Bonenfant)			30	30			30		
Organisation et méthode (J.-P. Deschênes)			30			30		30	
Sociologie politique (V. Lemieux)						15			15
Droit administratif (A. Desgagné)						30		30	
Administration budgétaire (J.-M. Martin)								15	
Total des heures par année	90 h.	90 h.	90 h.	90 h.	90 h.	120 h.	90 h.	120 h.	120 h.
		270 h.			300 h.			330 h.	

[257]

la science politique : celui des idées, celui des institutions et celui des comportements, ainsi que trois secteurs : celui des processus politiques au sens strict, celui des processus administratifs et celui des processus internationaux. Les trois secteurs correspondent aux trois options du Département, alors que les cours introductifs aux niveaux font partie de la liste des cours communs aux trois options.

### *Le service à la collectivité*

La principale initiative touchant le service à la collectivité, au cours de la période, est certainement l'organisation des cours du soir en administration publique (voir le tableau 1).

Ces cours qui doivent s'étendre sur une période de trois ans, avec le début d'un nouveau cycle à chaque année, commencent en septembre 1961. Les deux premiers cours offerts portent l'un sur les principes d'administration publique en général, et l'autre sur la gestion du personnel. Quarante-deux étudiants, à peu près tous de la fonction publique provinciale, sont inscrits à ces cours. Quand Emile Gosselin passe au Département il devient responsable de l'organisation des cours, ainsi d'ailleurs que de la nouvelle option en administration publique à l'intérieur du programme régulier du Département. Après son départ, en 1964, c'est Jean-Marie Martin qui devient directeur du programme des cours du soir.

Un autre groupe d'étudiants commence à suivre la série des cours du soir, en septembre 1962, et un troisième en septembre 1963. Il y aura trois promotions, dont les étudiants auront suivi les cours indiqués au tableau de la page suivante.

Les cours du soir sont très appréciés et des professeurs songent même à créer une École d'administration publique, sur la base de cette expérience. Un comité, formé en bonne partie de professeurs du Département, se réunit à quelques occasions pour élaborer un projet, qui sera finalement abandonné, faute d'appui suffisant de la part de la direction de la Faculté.



En plus de ces initiatives institutionnelles, les professeurs du Département contribuent de façon plus personnelle aux débats et expériences qui agitent les sociétés canadienne et québécoise à cette époque. Ils sont très en demande pour des commentaires à la radio et à la télévision, ou encore pour des conférences en des séances de formation dans différentes associations volontaires.

Gérard Bergeron, sous le pseudonyme d'Isocrate, est un précurseur en ce domaine. De 1956 à 1958 il donne au journal *le Devoir* une série d'articles remarquables sur la politique provinciale et la politique fédérale.

[258]

Quand la commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme est créée en 1963, Léon Dion est nommé conseiller spécial à la recherche, tout en demeurant directeur du Département. Gérard Bergeron et Vincent Lemieux produisent des rapports de recherche pour le compte de la commission.

Le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) est chargé de préparer un plan d'aménagement de cette région, grâce au soutien financier du fonds ARDA. André Gélinas et Vincent Lemieux font ou dirigent des études spéciales sur l'administration publique et sur les partis dans cette région, avec l'aide de quelques étudiants du Département.

Les professeurs du Département contribuent également à la formation, en 1963, de la Société canadienne de science politique, qui regroupe les professeurs de science politique de langue française au Canada, ainsi que des étudiants. Paul Painchaud, qui rejoindra le Département en 1966, est le principal instigateur de la fondation de la Société, dont le premier président sera Léon Dion, et le premier secrétaire-trésorier, Vincent Lemieux.

## **II. LA PÉRIODE 1967-1975**

Le nombre d'étudiants augmente de façon considérable au début de la période, ce qui entraîne l'engagement de plusieurs nouveaux professeurs. Après cette hausse subite, il y a une légère tendance à la

baisse chez les étudiants, et quatre professeurs quittent le Département de 1973 à 1975. Aussi, en fin de période les effectifs professoraux ne sont pas beaucoup plus élevés qu'au début.

Au niveau du premier cycle le principal développement consiste dans la distinction qui est faite entre le baccalauréat spécialisé, la majeure et les mineures. Aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles il y a croissance du nombre des cours offerts et regroupement de ces cours en cinq domaines différentes.

Le service à la collectivité continue, mais il prend d'autres formes, plus individualisées, que celles du milieu des années soixante.

*Les professeurs, leurs recherches,  
leurs publications*

Il y a trois directeurs durant cette deuxième période de l'histoire du Département : Vincent Lemieux, de 1967 à 1970 ; Louis Balthazar, de 1970 à 1973 ; Nasir Islam, de 1973 à 1975.

Si Vincent Lemieux et Louis Balthazar sont désignés de façon traditionnelle, c'est-à-dire par leur prédécesseur avec l'accord des professeurs du [259] Département, la désignation de Nasir Islam est plus controversée. Suite à une première grève des étudiants de science politique à la fin de 1981 et dans le contexte participationniste de l'époque, un étudiant, Gaston Pelletier, est candidat au poste de directeur, contre Nasir Islam. Il y a « consultation » dans deux collèges électoraux, celui des professeurs et celui des étudiants (c'est le Conseil de l'Université qui nomme le directeur). Tous les professeurs, sauf un qui s'abstient, appuient Islam, mais 46 étudiants préfèrent Pelletier, contre 41 qui préfèrent Islam. Celui-ci est nommé directeur.

Marcel Gilbert succède à André J. Bélanger comme secrétaire du Département, en 1969. À son départ, en 1972, il est remplacé par Alain Baccigalupo, à qui succède ensuite Louise Quesnel.

Il y a onze arrivées de nouveaux professeurs durant la période, mais aussi six départs. Si bien qu'à la fin de la période il y a quatorze professeurs réguliers au Département, contre neuf à la fin de la

période précédente. Les arrivées et les départs sont les suivants : *arrivées* : Louis Balthazar (1968) (relations internationales), Marcel Gilbert (1968) (communication politique), Guy Gosselin (1968) (relations internationales), Albert Legault (1969) (études stratégiques), Jorge A viles (1970) (administration publique), Michel Bellavance (1970) (institutions politiques), Nasir Islam (1970) (administration publique), Louise Quesnel (1970) (politique locale), Alain Baccigalupo (1971) (administration publique), Harry Qualman (1972) (politique africaine), André Biais (1974) (comportements politiques) ; *départs* : André Gélinas (1969), Marcel Gilbert (1972), André-J. Bélanger (1973), Michel Bellavance (1973), André Biais (1975), Nasir Islam (1975).

Huit des onze nouveaux professeurs ont reçu une partie de leur formation, tout au moins, aux États-Unis, ce qui est un phénomène nouveau. Il est à noter aussi que quatre des nouveaux professeurs arrivés durant la période ont quitté avant la fin de la période (Gilbert, Bellavance, Biais et Islam), ce qui manifeste une certaine instabilité, caractéristique de cette deuxième période.

Étant donné que le nombre de professeurs augmente, le Département devient plus autonome dans la fourniture de ses cours. Les chargés de cours tiennent relativement moins de place. Parmi ceux qui ont apporté une contribution s'étendant sur plusieurs années : Clément Ménard, Henri Dorion, André Dufour. Les professeurs invités sont eux aussi relativement moins nombreux. Signalons Paul-André Comeau, Charles Roig, Dimitri Kitsikis.

[260]

La plupart des nouveaux professeurs demeurent trop peu de temps au Département, ou arrivent trop tard au cours de la période pour lancer des recherches ou faire paraître des livres.

Avant de quitter le Département pour l'Université de Montréal, André-J. Bélanger soutient en 1972 sa thèse de doctorat, qui sera publiée deux ans plus tard, sous le titre de *[l'Apolitisme des idéologies québécoises](#)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974).

Albert Legault, d'abord engagé pour occuper une chaire d'études stratégiques à l'Université Laval, publie avec George Lindsay *le Feu nucléaire* (Paris, Seuil, 1973), qui sera ensuite traduit en anglais sous

le titre de *The Dynamics of Nuclear Balance* (Ithaca, Cornell University Press, 1974).

En 1969, André Gélinas devient le premier directeur du programme de maîtrise de l'ÉNAP, nouvellement créé. Il publiera quelques années plus tard *Organismes autonomes et centraux* (Montréal, les Presses de l'Université du Québec, 1975), qui est le fruit de recherches commencées au Département.

Les « anciens » publient plusieurs ouvrages durant cette période. Léon Dion écrit une œuvre majeure, *Société et politique. La vie des groupes*, en deux tomes (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1971 et 1972). Il publie aussi *Nationalismes et politique au Québec* (Montréal, HMH, 1975). Gérard Bergeron se fait remarquer par *le Canada français après deux siècles de patience* (Paris, Seuil, 1967) et par *la Guerre froide inachevée* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal). Vincent Lemieux dirige la publication de *Quatre Élections provinciales au Québec, 1956-1966* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1969) et publie *le Quotient politique vrai* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973). Au cours de la période, Léon Dion dirige une importante recherche sur les cultures politiques au Québec. Plusieurs étudiants travaillent sur différents groupes ou partis politiques et produisent des thèses de maîtrise sur le sujet.

En 1969, le directeur du Département fonde le Laboratoire de recherches politiques sur le Québec, qui deviendra plus tard le Laboratoire d'études politiques et administratives (LÉPA). Le Laboratoire, dont la première secrétaire est Louise Quesnel, organise un colloque annuel et commence à publier, quelques années plus tard, des travaux et notes de recherche.

C'est aussi à cette époque qu'est créé le Centre québécois de relations internationales, suite à une entente entre l'Institut canadien des relations internationales et l'Université Laval. Paul Painchaud en est le premier directeur et d'autres professeurs du Département participent à ses activités.

[261]

À la différence du Laboratoire, le Centre a sa propre programmation de recherche. Le Centre assure aussi la publication de la revue *Études internationales*, qui commence à paraître en 1970.

### *Les étudiants et les programmes d'enseignement*

C'est en 1968 que se produit la première explosion du nombre d'étudiants. En 1968-69 le Département accueille plus de 200 étudiants dans son programme de baccalauréat. Il y aura des fluctuations au cours de la période, mais à la fin une nouvelle explosion se produit, suite à la réforme des programmes du premier cycle. Les nombres d'étudiants sont les suivants :

	1968-69	1970-71	1972-73	1974-75
Baccalauréat	204	158	102	407
Maîtrise	23	42	82	77
Doctorat	6	10	13	15
Total	233	210	197	499

La première grève des étudiants de science politique survient à la fin de 1971. Les changements apportés dans le système d'évaluation des études est l'élément déclencheur de la grève.

Le document numéro 8 de l'Université posait les bases du système d'évaluation que les étudiants connaissent aujourd'hui, avec les cotes et les moyennes cumulatives. Les étudiants de science politique, et plus généralement ceux des sciences sociales, font grève deux semaines durant, en novembre, pour protester contre certaines clauses du document en question. Des débats sont organisés. Une idée qui se trouve dans les objectifs généraux du document numéro 8 fait l'objet de ces débats : l'Université doit permettre à l'étudiant d'être l'agent principal de sa formation et de progresser suivant son dynamisme personnel. Les étudiants proposent une foule de mécanismes permettant de s'assurer un certain contrôle sur la gestion des études au département.

Au départ le mouvement de grève est dirigé contre la suppression du droit de reprise et contre l'emploi de la moyenne cumulative, prévus dans le document numéro 8. Dans la suite le mouvement prend une tournure plus idéologique. Les étudiants retournent aux études,

après avoir adopté la philosophie sous-jacente à la réforme. Ils entendent pousser l'application du document numéro 8. Dans la suite le mouvement prend une tournure plus idéologique. Les étudiants retournent aux études, après avoir adopté

[262] [263]

Liste des cours (Science politique)

Cours obligatoires		Crédits	Cours communs à option		Concentration Administration publique		Concentration Analyse politique		Concentration Relations internationales	
					Cours	Crédits	Cours	Crédits	Cours	Crédits
1	Principes d'analyse politique	6	Systèmes sociaux et systèmes politiques d'Occident	3	Institution adm. au Québec	3	L'opinion publique	3	Les relations internationales jusqu'à la fin de la 2 <sup>e</sup> Guerre mondiale	3
2	Principes d'administration publique	6	Problèmes politiques contemporains	3	Institutions administratives comparées	3	Système de partis	3	Analyse des systèmes internationaux	3
3	Principes d'administration publique	6	Politique économique	3	Organismes autonomes de gouvernement	3	Partis politiques canadiens	3	Droit international public	3
4	Analyse de systèmes politiques	3	Fédéralisme canadien	3	Administration du personnel	3	Participation politique	3	Séminaire de relations internationales	3
	Système politique du Canada	3	Système politique des États-Unis	3	Institutions administratives de la planification	3	Les groupes d'intérêt	3	Politiques militaires contemporaines	3
	Pensée politique ancienne	3	Théories politiques récentes	3	Contrôle juridique de l'administration	3	La propagande et l'information publique	3	Communautés politiques internationales	3
	Pensée politique moderne	3	Idéologies politiques	3	Administration locale et régionale	3	Vote et élections	3	Théories de relations internationales	3
	Séminaire de concentration	6	Systèmes politiques comparés	3	Administration budgétaire	3	Politique locale	3	Politique étrangère du Canada	3
	1 autre cours de système politique (É.-U., U.R.S.S. ou fédéralisme canadien)	3	Système politique de l'U.R.S.S.	3	Séminaire d'administration publique	3	Séminaire d'analyse politique	3	L'Asie : forces, politiques et relations internationales	3
					Finances publiques I	3			Relations économiques internationales	3
					Programmation des ordinateurs	3				

[264]

la philosophie sous-jacente à la réforme. Ils entendent pousser l'application du document numéro 8 plus vite et plus loin que prévu. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la présence d'un candidat étudiant, quand vient le moment de désigner un nouveau directeur du Département, au printemps de 1973.

Au baccalauréat la programmation adoptée en 1966-67 est maintenue jusqu'en 1973. Toutefois avec l'arrivée de nouveaux professeurs le nombre de cours offerts augmente, surtout dans les options, nommées concentrations à partir de 1968-69. À titre d'exemple, la liste des cours offerts en 1969-70 se lit aux pages 262 et 263 qui précèdent.

Un changement survient en 1973, quand le Département offre pour la première fois la possibilité de poursuivre des études au premier cycle selon trois formules différentes.

Il y a d'abord la formule du baccalauréat spécialisé, qui comporte toujours 90 crédits. Depuis l'automne 1972, les cours obligatoires sont les suivants :

POL-11546	Principes d'analyse politique I
POL-13489	Principes d'analyse politique II
POL-11547	Principes de relations internationales I
POL-13490	Principes de relations internationales II
POL-11548	Principes d'administration publique I
POL-13491	Principes d'administration publique II
POL-11550	Idées politiques I
POL-11551	Idées politiques II
POL-12479	Système politique canadien

Les cours de concentration sont toujours regroupés autour des trois options initiales : administration publique, analyse politique, relations internationales.

L'étudiant a aussi la possibilité de faire une majeure en science politique, qui comporte 60 crédits. Les crédits obligatoires sont les mêmes que pour le baccalauréat spécialisé, et un choix peut être fait parmi les cours de trois concentrations. Le programme est compatible avec une mineure dans une autre discipline.

Enfin il y a quatre programmes de mineure, comportant 30 crédits : une mineure sans concentration, une mineure en administration



publique, une mineure en analyse politique et une mineure en relations internationales. Ces programmes sont compatibles avec d'autres mineures ou une majeure dans une autre spécialité. À partir de 1974, les programmes de mineure pourront être équivalents à des certificats.

[265]

En 1968-69 le Département offre sept cours au niveau des études supérieures. L'année suivante on identifie pour la première fois des domaines de spécialisation, sous lesquels les cours sont regroupés. Cinq nouveaux cours sont d'ailleurs créés. À partir de l'année 1969-70, il y a, au niveau des études supérieures, cinq grands domaines de recherche et d'enseignement, dont les contenus et les professeurs sont les suivants :

.....

1) Méthode et théorie politique	G. Bergeron et V. Lemieux.
---------------------------------	----------------------------

La théorie fonctionnelle de l'État et son application à l'étude des situations politiques. L'utilisation des mathématiques en science politique, et tout spécialement celle de la théorie des jeux.

2) Idéologies politiques	L. Dion, A.-J. Bélanger et L. Balthazar.
--------------------------	--

Les idéologies politiques étudiées à la lumière des comportements. Les idéologies politiques et la vie internationale. Situation des idéologies politiques au Québec.

3) La politique au Québec	L. Dion, M. Tremblay, V. Lemieux, A. Gélinas, L. Ouellet, A.-J. Bélanger et M. Gilbert.
---------------------------	---

Les principaux champs étudiés sont les suivants : les groupes de pression et le phénomène de la consultation, les partis et les élections,

les processus administratifs, les grands problèmes politiques actuels, l'information gouvernementale et les idées politiques.

4) Administration publique	A. Gélinas et L. Ouellet.
----------------------------	---------------------------

La politique des différents ministères provinciaux du Québec. Le phénomène de la techno-bureaucratie.

5) Relations internationales	G.-M. Friters, P. Painchaud, L. Balthazar.
------------------------------	--

La recherche dans ce domaine porte principalement sur l'analyse de la politique étrangère du Canada et d'un certain nombre de pays de l'Europe occidentale et de l'Asie.

.....

L'examen de synthèse, lié à la thèse de maîtrise, rencontre une forte opposition de la part des étudiants, ce qui amène finalement le Département à abandonner cet examen.

[266]

Le regroupement des enseignements dans les cinq domaines est maintenu jusqu'à la fin de la période, sans que cela ait toutefois une signification bien concrète dans le programme d'études des étudiants.

En 1975, la distinction est faite entre la maîtrise avec accent sur la recherche (avec thèse) et la maîtrise avec accent sur les cours (sans thèse). La très grande majorité des étudiants choisissent le premier type de maîtrise.

### *Le service à la collectivité*

Tout compte fait, la deuxième période de l'histoire du Département offre moins d'occasions aux professeurs du Département de s'impliquer dans les expériences assimilables à celles de la première

période. L'expérience des cours du soir en administration publique est terminée. Suite à la création en 1969, par l'Université du Québec, de l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), le Département et plus généralement l'Université Laval ont perdu le leadership dans le domaine de l'enseignement et du perfectionnement en administration publique à l'intention des fonctionnaires et des autres agents de l'État québécois.

L'Université inscrit l'administration publique parmi ses grandes orientations et tente plus ou moins adroitement de montrer que l'ÉNAP doit être rapatriée à l'Université Laval. Mais la partie est perdue.

Gérard Bergeron prépare un cours sur les partis politiques canadiens et québécois qui doit être présenté sur les ondes de la télé et de la radio de Radio-Canada à l'automne 1970. Radio-Canada refuse par la suite de le diffuser, sous prétexte que le cours préparé par Bergeron porte sur la période contemporaine. La société aurait accepté la diffusion si la période couverte ne s'était pas étendue au-delà de 1944-1945. Comme le cours touche directement à l'actualité politique, Radio-Canada ne « veut pas diffuser un seul point de vue à l'exclusion des autres ». Il y a tollé dans la presse québécoise. L'affaire est prétexte à une critique plus large de la société Radio-Canada.

Avec l'apparition du Parti québécois, les élections de 1970 et les événements d'octobre 1970, les commentaires des professeurs du Département sont sollicités. Vincent Lemieux et Marcel Gilbert (avec André Biais) écrivent un petit livre sur les élections de 1970 (*Une élection de réalignement*, Montréal, Éditions du Jour, 1970). Michel Bellavance et Marcel Gilbert publient *l'Opinion publique et la crise d'octobre* (Montréal, Éditions du Jour, 1971).

Les résultats aberrants des élections de 1970 déclenchent un nouveau débat sur la réforme de la carte électorale et du mode de scrutin. Vincent [267] Lemieux participe activement à ces débats au début des années soixante-dix.

Plusieurs professeurs sont actifs dans la Canadian Political Science Association et dans la Société canadienne de science politique. Gérard Bergeron et Léon Dion sont les deux premiers codirecteurs francophones de la *Revue canadienne de science politique*, créée en 1968. Lionel Ouellet puis Vincent Lemieux les assistent. Ce dernier

succède à Léon Dion comme codirecteur de la revue. Enfin Léon Dion est président de la Canadian Political Science Association en 1974-75.

### ***III. LA PÉRIODE 1975-1987***

Cette troisième période de l'histoire du Département est marquée par un accroissement considérable du nombre des professeurs. Il est rendu possible par l'augmentation des étudiants et par les dernières années de prospérité dans le budget des universités. La grève des professeurs, à la fin de 1976, et les quelques grèves étudiantes au cours de la période n'entraînent pas de modifications importantes dans les programmes. La période est une période de consolidation. Par contre les activités de recherche, la participation aux colloques et congrès augmentent, de même que les publications. Le maintien à un niveau élevé du nombre des étudiants et plus généralement des points d'activité des professeurs permet d'obtenir de nouveaux postes de professeurs, même dans les années quatre-vingt.

#### *Les professeurs, leurs recherches, leurs publications*

Il y a six directeurs du Département durant cette période, dont trois de 1978 à 1982 : Louise Quesnel, de 1975 à 1978 ; Alain Baccigalupo, de 1978 à 1979 ; Louis Balthazar, de 1979 à 1980 ; Réjean Pelletier, de 1980 à 1982 ; Harry Qualman, de 1982 à 1985 ; Jean Crête, de 1985 à 1988.

La nomination de Louise Quesnel, comme celle de son prédécesseur Nasir Islam, donne lieu à une candidature étudiante, celle de Chantai Nadeau. Les étudiants se rallient finalement mais obtiennent que le directeur adjoint et la secrétaire du Département soient des leurs. Les autres directeurs sont choisis sans opposition de la part des étudiants. Au directeur adjoint succède un adjoint au directeur. Le poste sera rempli successivement par Clément Bourque, Olivier Nicoloff, Jean Bernatchez et Jean Labrie.

L'augmentation du nombre des étudiants entraîne l'engagement de plusieurs nouveaux professeurs. Contrairement à la période précédente, [268] peu de professeurs quittent le Département. Les arrivées et les départs sont les suivants : *arrivées* : Kenneth Courtis (1975) (socialisation politique), Jean-Pierre Derriennic (1975) (politique comparée), Gérard Hervouet (1975) (relations internationales), Réjean Landry (1975) (théorie politique), Carol Levasseur (1975) (forces politiques), Réjean Pelletier (1975) (institutions politiques), Jacques Zylberberg (1975) (politique comparée), Jean Crête (1976) (comportements politiques), Laurent Lepage (1976) (administration publique), Jacques Champagne (1977) (administration publique), Raymond Hudon (1977) (forces politiques), Max Nemni (1977) (idées politiques), Guy-A. Lafleur (1978) (politique canadienne), Antoine Ambroise (1981) (administration publique), Gilles Breton (1981) (économie politique), Gordon Mace (1981) (relations internationales), Jean Mercier (1982) (administration publique), Louis-M. Imbeau (1985) (politique canadienne), Diane Lamoureux (1986) (idées politiques) ; *départs* : Lionel Ouellet (1976), Jacques Champagne (1980), Laurent Lepage (1980), Gérard Bergeron (1981).

La fin de l'année 1986 est assombrie par le décès du professeur Friters, à la retraite depuis quelques années, mais qui était toujours chargé de cours au Département.

Des nouveaux professeurs, seuls Mercier et Imbeau, arrivés après 1980, ont obtenu leur doctorat aux États-Unis. La plupart des autres l'ont obtenu en Europe.

Il y a de nombreux chargés de cours qui assurent des enseignements de baccalauréat durant la période. Parmi ceux dont les noms reviennent le plus souvent notons Michel de la Durantaye, Paul Pilisi, Daniel Surprenant. Mais le plus célèbre d'entre eux est sans doute Robert Bourassa qui donne deux fois le cours de politique économique.

Les professeurs invités sont également nombreux. Dans l'ordre chronologique de leur passage au Département, signalons Hugh C. Thorburn, Jean-William Lapierre, Moshe Czudnowski, Wladimir Andreff, Hidechiro Nakano, Claude Émeri, Jean Rémy, Anthony Carty, Carlos Agulla, Claude Klein, Jean-Luc Bodiguel, Pierre Favre.

Les publications des professeurs réguliers sont abondantes durant la période. Si on les regroupe dans les principaux domaines de recherche identifiés au niveau des études supérieures, on arrive à la liste suivante : en théorie politique Gérard Bergeron publie *la Gouverne politique* (Paris, Mouton, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977) et Vincent Lemieux, *les Cheminements de l'influence* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1979) ainsi que *Réseaux et appareils. Logique des systèmes et langage des graphes* (Paris, Maloine, et Saint-Hyacinthe, Édisem, 1982).

[269]

On peut aussi inclure dans cette catégorie l'ouvrage dirigé par Jacques Zylberberg, *Masses et postmodernité* (Paris, Méridiens Kliensieck, et Québec, Presses de l'Université Laval, 1986).

Dans le domaine des relations internationales plusieurs professeurs du Département contribuent à l'ouvrage collectif *les Politiques étrangères régionales du Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1983), publié sous la direction de Gérard Hervouet, et à *la Politique étrangère du Canada : approches bilatérale et régionale* (Québec, CQRI, 1984), publié sous la direction de Guy Gosselin. Paul Painchaud avait auparavant dirigé la publication du collectif *le Canada et le Québec sur la scène internationale* (Québec, CQRI, et Presses de l'Université du Québec, 1977).

Les ouvrages en études régionales et en politique comparée sont nombreux. Jean-Pierre Derriennic publie *le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle* (Paris, Armand Colin, 1983, deuxième édition). Jacques Zylberberg est l'auteur de *Aux sources du Chili contemporain* (Paris, Anthropos, et Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980). Gordon Mace publie *Intégration nationale et pluralisme idéologique au sein du groupe andin* (Québec, CQRI, et Bruxelles, Emile Bruylant, 1981). Gérard Hervouet écrit *le Canada face à l'Asie de l'Est* (Québec, Nouvelle Optique, 1981). Les ouvrages de Vincent Lemieux, *le Patronage politique. Une étude comparative* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1977) et *Systèmes partisans et partis politiques* (Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1985) tombent aussi dans ce domaine, de par leur nature comparative. Il en est de même du livre dont Réjean Pelletier et Jacques Zylberberg sont, parmi d'autres, les directeurs, *Minorités et État* (Bordeaux, Presses

Universitaires de Bordeaux, et Québec, Presses de l'Université Laval, 1986).

En administration publique signalons trois ouvrages d'Alain Baccigalupo, *l'Administration québécoise* (Paris, Berger-Levrault, 1976), *les Grands Rouages de la machine administrative québécoise* (Montréal, Les Éditions Agence d'Arc, 1978) et, en collaboration avec Luc Rhéaume, *les Administrations municipales québécoises* (Montréal, Les Éditions Agence d'Arc, 1984). Dans le domaine des politiques publiques Réjean Landry dirige la publication de *Introduction à l'analyse des politiques* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980).

Les professeurs du Département publient aussi sur la politique au Québec et au Canada. Louis Balthazar donne [\*Bilan du nationalisme au Québec\*](#) (Montréal, L'Hexagone, 1986). Avant son départ pour L'ÉNAP en 1981, Gérard Bergeron ne publie pas moins de quatre recueils d'essais sur la situation politique entourant le référendum québécois. Léon Dion, [270] pour sa part, publie [\*le Québec et le Canada : les voies de l'avenir\*](#) (Montréal, Québecor, 1980), ainsi que [\*À la recherche du Québec\*](#) (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1987). Deux ouvrages collectifs sur les partis sont dirigés par Réjean Pelletier, *Partis politiques au Québec* (Montréal, Hurtubise HMH, 1976), et Vincent Lemieux, *Personnel et partis politiques au Québec* (Montréal, Boréal Express, 1982). Raymond Hudon et Vincent Lemieux signent [\*Patronage et politique au Québec, 1944-1972\*](#) (Québec, Boréal Express, 1975). Jean Crête dirige la publication de *Comportement électoral au Québec* (Chicoutimi, Gaétan Morin, 1984). Diane Lamoureux écrit *Fragments et collages, essai sur le féminisme québécois des années 70* (Montréal, Éditions du remue-ménage, 1986).

Cette période est marquée par la création du groupe DYSEQ (Dynamique sociale de l'État du Québec), en 1976. Gérard Bergeron anime le groupe, auquel participent plusieurs professeurs du Département et quelques professeurs de l'ÉNAP. Des travaux du groupe résultera un ouvrage publié sous la direction de Gérard Bergeron et de Réjean Pelletier, [\*l'État du Québec en devenir\*](#) (Montréal, Boréal Express, 1980).

En 1975 le LÉPA est réorganisé, sous la direction de Jorge Aviles. Les publications deviennent plus nombreuses. Un peu plus tard, sous l'initiative de Jacques Zylberberg, en particulier, les colloques annuels du laboratoire prennent une dimension canadienne et même internationale. Ils se prolongent en collaborations de recherche et en publications, dont certaines viennent d'être signalées (*Introduction à l'analyse des politiques, Comportement électoral au Québec, Minorités et État, Masses et postmodernité*).

### *Les étudiants et les programmes d'enseignement*

C'est en 1976 que se produit le deuxième accroissement considérable du nombre des étudiants. Il y a plus de 600 inscrits au premier cycle en 1976-77. Le nombre diminue par la suite, mais à partir du milieu des années quatre vingt il augmente de nouveau. Aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles le nombre d'étudiants est plus grand à la fin de la période qu'au début. Voici les chiffres :

	1976-77	1978-79	1980-81	1982-84	1984-85
Baccalauréat	624	458	358	266	545
Maîtrise	98	99	118	145	130
Doctorat	27	25	26	27	35
Total	749	582	502	438	710

L'AEESPUL (Association des étudiants en science politique de l'Université Laval) est fondée durant cette période de l'histoire du Département. Elle permet aux étudiants de se donner une action plus continue et mieux organisée.

Trois grèves d'étudiants se produisent au cours de la période. À la rentrée de l'hiver 1978, l'administration de la Faculté augmente le coût des recueils de textes de 100 pour 100. Le 18 janvier, les premiers gestes concrets de mécontentement se font sentir chez les étudiants : des gens de science politique occupent le local des appariteurs. Le 31, les étudiants de science politique boycottent les cours et occupent les



locaux du secrétariat du Département et celui de la Faculté. Les étudiants d'anthropologie et de sociologie font de même.

Le doyen de la Faculté propose que 20 pour 100 des recueils prévus pour chaque cours soient déposés à la réserve. De toute façon, soutient-il, ces recueils sont « antipédagogiques, antiéconomiques et illégaux ». L'association des étudiants en science politique réplique que la gratuité et le maintien des recueils de textes en tant qu'outil pédagogique sont indispensables. Le Conseil de la Faculté statue que si les cours ne sont pas repris au plus tard le 27 février, la session sera annulée. Les étudiants retournent aux cours le 21 février. Us continuent d'occuper les locaux quelque temps encore. À l'hiver 1979 les étudiants de première année de science politique occupent les locaux de la direction de la Faculté pour protester contre le nouveau titulaire du cours d'Initiation à l'économie politique. Us boycottent son cours, qui est obligatoire. L'année suivante, le Département offre un nouveau cours sur les rapports entre l'économie et la politique. Les étudiants ont désormais le choix entre ce nouveau cours et le cours traditionnel d'initiation à l'économie.

La deuxième grève prend origine à l'extérieur du Département. Les étudiants d'histoire quittent leurs cours, le 19 mars 1981, pour donner plus de poids aux revendications que leurs représentants avaient soumises à la direction du Département : plus de ressources professorales, une plus grande participation des étudiants à la gestion des études.

Le 8 avril, les étudiants de science politique débrayent à leur tour, pour appuyer les revendications des étudiants d'histoire. La session sera tout de même valide, les douze semaines réglementaires en heures d'enseignement sont tout juste terminées. Les étudiants occupent le local du secrétariat du Département. Le 4 mai, ils cessent la grève et obtiennent un délai dans la remise des notes jusqu'au 18 mai.

À l'automne 1983, les employés de soutien de l'Université font plusieurs jours de grève et les cours sont régulièrement perturbés. Face à cette [272] situation, les étudiants de science politique débrayent, non pas pour appuyer les revendications des employés de soutien, mais pour montrer leur mécontentement vis-à-vis de cette situation. Les locaux du secrétariat du Département sont

symboliquement occupés. Après quelques jours, les étudiants votent un retour aux cours. Après 1983 les étudiants choisissent la voie de la concertation plutôt que celle de la confrontation avec la direction du Département.

La période n'est pas marquée par de bien grands changements dans les programmes d'enseignement. En 1976, on commence à suspendre les inscriptions dans les programmes de mineures qui seront ramenés à un seul, en science politique, un peu plus tard.

Le Département opte alors pour une structure de programmes qui subsiste encore aujourd'hui :

un baccalauréat spécialisé de 90 crédits, avec six concentrations qui ne sont qu'indicatives : administration publique, forces politiques, relations internationales, systèmes politiques comparés, théories et idées politiques, méthodologie ;

une majeure (diplôme) avec les six mêmes concentrations ;

une seule mineure (certificat), de nature générale.

Au niveau des études graduées, maîtrise et doctorat, il n'y a pas de modification notable, si ce n'est du nombre plus grand de cours et du nombre plus élevé de crédits inscrits aux programmes. Depuis 1985, toutefois, la thèse de maîtrise s'appelle « mémoire de maîtrise ».

Au doctorat il y a maintenant deux séminaires obligatoires pour tous les étudiants. L'examen de synthèse, portant sur un projet élaboré de la thèse, a été maintenu. Tous les étudiants doivent s'y soumettre après la fin de leur scolarité. Un effort a été fait en 1984-85 pour réactiver le programme de mineure en administration publique, mais il n'a pas eu de suite concrète. En 1986, le comité de programme du premier cycle a travaillé à une réforme globale du programme, qui a finalement été rejetée par la partie étudiante après avoir été très discutée par les professeurs.

Au début des années quatre-vingt, les étudiants ont désormais la possibilité de faire un stage en administration publique, à l'intérieur de leur programme de baccalauréat. Le premier responsable des stages est Yvon Saindon, prêté au Département par le gouvernement du

Québec. Les stages sont ensuite élargis en stages en science politique. Ils peuvent être faits dans différents milieux et non plus seulement dans les organismes du gouvernement du Québec.

La maîtrise en analyse des politiques (MAP) est créée en 1976, après approbation du Conseil de l'Université Laval et du Conseil des universités. [273] Les cours doivent commencer à l'automne 1976, mais ils sont retardés par la grève des professeurs. Ils commencent finalement au début de 1977.

La MAP est une maîtrise interdisciplinaire à laquelle participent des professeurs de science politique et des professeurs d'économie. C'est une maîtrise avec accent sur les cours et donc sans thèse. Le premier directeur est Vincent Lemieux. Deux autres professeurs du Département, Antoine Ambroise et Jean Mercier, en assument la direction au cours de la période.

En 1986 le Conseil des universités approuve la création d'une maîtrise en relations internationales, qui débute à l'automne 1987. Des professeurs de droit et d'économie y participent avec des professeurs de science politique.

### *Le service à la collectivité*

Plusieurs professeurs du Département sont appelés à commenter l'actualité politique municipale, provinciale, canadienne ou internationale durant la période. De façon moins visible des professeurs travaillent à des commandites venant de ministères fédéraux ou provinciaux, ou encore d'organismes autonomes ou de commissions d'enquête. Quelques-uns font partie d'organismes consultatifs rattachés à des ministères, ou militent dans des groupes populaires, des groupes politiques ou même des partis.

Léon Dion, qui a été conseiller de la commission Pépin-Robarts à la fin des années soixante-dix, préside la commission sur l'avenir de l'Université Laval, de 1977 à 1979. Paul Painchaud conseille le ministère québécois des Relations internationales, Albert Legault est conseiller particulier auprès du ministère de la Défense au début des années quatre-vingt. Guy Gosselin s'occupe des activités des organismes internationaux à Québec. En 1986, Vincent Lemieux

préside un comité de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales (UMRLQ) sur l'avenir du pouvoir municipal.

Dans le cadre du programme « Laval à Laval », plusieurs professeurs du Département, dont surtout Guy-A. Lafleur, vont enseigner des cours de science politique à des détenus du pénitencier Saint-Vincent-de-Paul, à Laval, de 1980 à 1983.

Les professeurs continuent d'être actifs dans la Société québécoise de science politique et dans la Canadian Political Science Association. Jean Crête est codirecteur de la *Revue canadienne de Science politique*, de 1982 à 1984 et, quand la revue *Politique* est créée, Réjean Landry puis Réjean Pelletier entre autres y prennent une part active.

[274]

Signalons enfin qu'en décembre 1979 le Département célébrait le 25<sup>e</sup> anniversaire de sa création. Tous les anciens professeurs et étudiants y étaient invités. En plus de deux séances consacrées aux origines du Département et à l'avenir de la science politique, un panel regroupe six anciens étudiants : Denis de Belleval, alors ministre dans le gouvernement Lévesque, Louis Duclos, député fédéral, Marcel Gilbert, ancien professeur, attaché au Conseil exécutif à Québec, Brigitte von Schœnberg, du ministère de l'Éducation, Réal Barnabé, journaliste, et Paul Breton, réalisateur à Radio-Canada. Tous disent, en des mots différents, que la science politique leur a donné une capacité d'analyse, le goût des nuances et une certaine polyvalence.

## **CONCLUSION**

Le Département de science politique de l'Université Laval aura trente-quatre ans, au moment où la Faculté des Sciences sociales célébrera son cinquantenaire. Comme la Faculté, il a été logé successivement au Quartier latin jusqu'en 1961, dans le pavillon Pouliot de 1961 à 1964, et dans le pavillon De Koninck depuis. En plus des professeurs dont on a donné la liste plus haut, et des étudiants dont on a signalé le nombre et quelques faits d'armes, le Département a pu compter sur plusieurs secrétaires : Maud McGough, Janine

Blanchet, Claire L'Heureux, Hélène Gingras, Claudette Roy, Carole Chamberland, pour ne nommer que celles qui ont été en poste le plus longtemps. Saluons aussi au passage les centaines de chargés de cours, d'assistants d'enseignement ou de recherche qui ont contribué aux travaux du Département et à sa renommée.

Plus de trente étudiants ont obtenu un doctorat de science politique, au terme de leurs études au Département, et les essais, thèses ou mémoires de maîtrise atteignent le nombre de trois cents, ou presque (voir les Annexes pertinentes).

Au cours de son histoire, le Département a entretenu des échanges avec des universités canadiennes, américaines et françaises : Queen's, Northwestern, Bordeaux, Grenoble pour n'en nommer que quelques-unes. Sa réputation a grandi avec les années. D'abord considérée, à la Faculté, comme un champ d'études plutôt que comme une véritable discipline, la science politique s'est imposée, si bien qu'elle occupe actuellement une [275] place enviable à l'intérieur de la Faculté. Tellement que, s'il fallait fonder à nouveau une Faculté des Sciences sociales, on ne négligerait pas, cette fois, de se donner dès le départ un Département de science politique.

Vincent LEMIEUX. \*

[276]

## ANNEXE 1

### *Liste des thèses de doctorat (1954-1987)*

Toutes les thèses de doctorat en science politique répertoriées aux Archives et livres rares de la Bibliothèque générale de l'Université Laval ont été retenues. Elles sont classées par ordre chronologique.

---

\* Dans la préparation de ce chapitre, l'auteur a pu compter sur la collaboration d'un assistant de recherche, Jean BERNATCHEZ, qu'il remercie très sincèrement pour la qualité de son travail.

DION, Léon, *la Révolution allemande du XX<sup>e</sup> siècle : l'idéologie politique du National-socialisme*, 1954.

Gow, James L, *The Opinion of French Canadians in Québec on the Problem of War and Peace*, 1969.

BÉLANGER, André-J., *l'Apolitisme des idéologies québécoises et les grands tournants de 1934-1936*, 1972.

COULIBALY, Lenissongui, *l'Autorité dans l'Afrique traditionnelle : étude comparative des états Mossi et Ganda*, 1972.

LEVY, Gary, *Canadian Participation in Parliamentary Associations*, 1973.

RIVET, Jacques, *Grammaire du discours politique de presse*, 1976.

BERNIER, Gérald, *Développement politique, dépendance et analyse historique. Un champ d'application : la société québécoise de 1837 à 1867*, 1977.

KLY, Yussouf Naïm, *The U.S. Human Rights Foreign Policy, the Black Minority in the U.S. and International Law*, 1978.

TURCOTTE, Denis, *Étude comparative de la politique linguistique en Côte d'Ivoire et à Madagascar*, 1978.

BEAUD, Jean-Pierre, *Structures et élites : analyse diachronique du Parti québécois*, 1979.

GENDRON, Jean-Louis, *la Structuration du pouvoir dans l'implantation de CLSC en Estrie*, 1979.

GINER, Marcel-Manuel, *Structures et processus de planification au Ministère des Affaires sociales du Québec, de 1972 à 1976 : problèmes et réponses*, 1979.

BAN-ETHAT, Rigobert, *la Politique américaine à l'égard de la décolonisation de l'Angola (1961-1976)*, 1980.

LALIBERTÉ, G.-Raymond, *l'Ordre de Jacques-Cartier ou l'utopie d'un césarisme laurentien*, 1980.

NICOLAS, Gabriel, *État, modernité, sous-développement : le cas du Mexique*, 1980.

MARCEAU, Richard, *Une théorie cybernétique de la sélection de l'agenda gouvernemental*, 1981.

[277]

KANAMBY, Paul Mulemeri, *la Politique internationale du Congo-Kinshasa de 1960 à 1965 : essai d'explication de l'échec de cette politique fondée sur le non-alignement et le panafricanisme*, 1982.

CHARLTON, Mark William, *The Management of Canadian Food Aid Policy : a Study in Donor Structure and Aid Strategy*, 1983.

BEAUCHESNE, Line, *D'une impossible démonstration à une paradoxale positivité : le dialogue juridico-politique en matière de droits de l'homme*, 1984.

BOUCHARD, Pierrette, *le Journal : instrument d'incitation à la militance chez la Ligue marxiste-léniniste canadienne*, 1984.

LAURIN, Luc, *le Sénat américain et la guerre du Vietnam*, 1984.

MAHMUD, Farhat, *Pakistan's Relations with the United States and the People's Republic of China in the Ayub Khan Era : 1958-1969*, 1984.

SIMARD, Pierre, *l'Entrepreneurship dans les entreprises publiques : le cas du commerce des alcools au Québec (1961-1962)*, 1984.

GIROUX, Guy, *l'Information sur l'État et le non-accès à l'information en démocratie (Incidences sur l'avenir du régime)*, 1985.

LABRECQUE, Laurent, *les Coopératives de consommation : dimensions culturelles, sociales et économiques du pouvoir*, 1985.

VUONG, Thanh Huu, *Un modèle cognitif et décisionnel de fabrication de stratégies de changement*, 1985.

TREMBLAY, Daniel, *le Dispositif gouvernemental québécois de gestion de la vieillesse : 1970-1981*, 1986.

TRAORE, Oumar Aba, *le Parti unique et l'objectif de construction de l'unité nationale : le cas de l'U.D.P.M. au Mali (1979-1984)*, 1987.

BEAUCHAMP, Michel, *Communication, pouvoir et organisations coopératives : le cas du Mouvement Desjardins*, 1987.

DIOP, Abdoulaye, *Environnement et changement politique : le multipartisme sénégalais*, 1987.

[278]

ANNEXE 2

Distribution par principaux champs d'études des thèses de maîtrise  
du Département de science politique (1954-1985)

	1954-1960	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	Total
Méthodes et théorie	1	3	3	4	8	12	31
Penseurs et idées politiques	1	13	2	4	3	14	
Institutions canadiennes et québécoises	4	11	9	12	12	9	57
Vie politique canadienne et québécoise	7	7	7	12	17	25	75
Droit international	2	0	0	2	3	2	9
Politique étrangère et relations internationales	1	6	6	5	10	12	40
Études régionales	6	0	4	4	11	11	36



**Cinquante ans de sciences sociales  
à l'Université Laval.**

*L'histoire de la Faculté des sciences sociales (1938-1988)*

**NOTICES  
BIOGRAPHIQUES**

[384]

***Vincent LEMIEUX***

Il est né le 13 juillet 1933 à Lévis où il fréquenta le Collège de Lévis, puis il obtint un baccalauréat et une maîtrise en sciences politiques à l'Université Laval, respectivement en 1953 et en 1957. Il détient, depuis 1969, un doctorat en études politiques de l'Université de Paris. Depuis 1960, il est professeur au département de science politique de l'Université Laval et en fut le directeur, de 1967 à 1970. Outre l'enseignement, il a œuvré dans le domaine de la recherche en sciences humaines et a mérité, en 1978, la Médaille Pariseau pour ses travaux. Parmi ses publications, on lui doit *Parenté et politiques* (1971), *le Patronage politique* (1977), *Cheminements de l'influence* (1979) et *Réseaux et appareils* (1982).